

# N'oubliez pas les technologies maîtrisées!



**ERIC BALET**  
 Président du Réseau de Genilem.

**L**a participation à un séminaire est toujours un moment privilégié. Notre rythme de vie et notre hyper-concentration sur des résultats économiques et tangibles de notre activité ne facilite pas notre participation. Après l'intérêt spontané déclenché par la lecture d'un titre accrocheur et l'inscription qui suit, vient le moment de la participation qui souvent, à l'ultime moment, est abandonnée, car il fallait gérer d'autres priorités, plus déterminantes pour la survie de l'entreprise. Néanmoins, on regrette rarement sa participation, tant il est vrai qu'un séminaire offre la possibilité d'un temps de réflexion et de partage, qui nourrit généralement nos affaires.

«**SORTIR DE LA CRISE** par l'innovation et l'entrepreneuriat», tel est le séminaire que Genilem a organisé en novembre, avec l'objectif de débattre en présence de la ministre de l'économie, Doris Leuthard, des réalités de la création d'entreprises et des difficultés auxquelles elles sont confrontées. Plutôt que de refaire la théorie de l'extrême importance de l'accompagnement, du coaching, de la concentration sur les liquidités et la vente, je souhaite plutôt mettre le doigt sur un point qui m'a frappé, l'impact problématique des programmes fédéraux sur l'économie. Lors de son intervention, notre ministre de l'économie a fait l'apologie de l'ensemble des actions entreprises au niveau fédéral pour soutenir l'innovation et la création d'entreprises. Les moyens et les initiatives de ses services sont très développés, de la CTI en passant par Venturelab, venture kick ou les écoles polytechniques fédérales et les HES, les acronymes et les millions occupent la majeure partie du discours.

Le fait est que ces programmes fédéraux initiés à grands frais nous laissent un peu sur notre faim en termes d'efficacité économique globale. L'impression générale est que l'argent de la Confédération tourne dans un cercle relativement clos. Les départements fédéraux font en particulier marcher les hautes écoles et leur environnement, mais l'effet sur l'économie prise comme un tout est discutable. Certes, le soutien de Berne permet

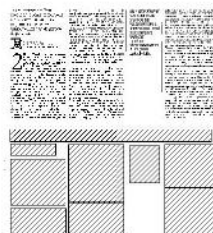
aux PME les plus prometteuses dans le domaine des nanotech, des medtech, des hightech de développer des produits et instruments, dont on sait qu'elles pourront faire l'objet d'un soutien d'un capital-risqueur ou d'une reprise par une grande entreprise. Certes. Mais qu'en est-il de tous les autres projets, qui ne se situent pas dans le domaine des technologies dites émergentes, profitant d'impulsions fédérales, mais qui sont cependant situés dans des technologies dites maîtrisées, moins coûteuses en développement et en recherche, prêtes à être commercialisées et vendables

## C'EST VRAI QU'IL N'EXISTE PAS À CE JOUR D'OFFICE FÉDÉRAL DE LA TRÈS PETITE ENTREPRISE OU D'OBSERVATOIRE CONCERNANT LA MICROÉCONOMIE.

immédiatement. Basées sur des innovations stimulantes, elles permettent de faire évoluer l'appareil économique sur une large échelle. Ce créneau est largement délaissé par la manne fédérale et pourtant les entreprises suivies par Genilem par exemple depuis 15 ans ne cessent d'arriver au stade de leurs premières ventes. Ici l'avantage est indéniable: on consacre des moyens financiers, de l'énergie et des forces de travail en sachant que le marché est demandeur.

**NOTRE DÉMARCHE** est aujourd'hui soutenue par des parrains qui apportent leur contribution financière, justifiant notre action. Nous revendiquons donc que l'Etat fédéral également, s'inspire

De la décroissance pour générer la reprise



de nos méthodes et stimule, dans un partenariat public privé bien compris, les entreprises innovantes actives dans le créneau des technologies maîtrisées, peut être moins prestigieuses, mais tout aussi importantes et déterminantes dans la création de la valeur et de l'emploi.

C'est vrai qu'il n'existe pas à ce jour d'Office fédéral de la très petite entreprise ou d'Observatoire de la microéconomie. Il serait certainement nécessaire d'y songer, pour faire en sorte que la majeure partie du tissu économique suisse, composé à 90% d'entreprises de moins de 10 personnes, se sente soutenues par des initiatives qui leur seraient consacrées. Ce message a été adressé aux autorités fédérales, dont on attend avec intérêt la réaction. Il trouve à ce stade un écho favorable dans les milieux parlementaires à Berne.■